

Les États-Unis ouvrent une représentation au Sahara occidental

10 janvier 2021 à 11h28

Par Jeune Afrique avec AFP

Mis à jour le 11 janvier 2021 à 15h14



Les États-Unis ouvrent dimanche une représentation au Sahara occidental, que se disputent le Maroc et les indépendantistes du Front Polisario.

Le rôle et le statut exact de ce bureau seront précisés dimanche, selon l'ambassade américaine. La représentation sera installée à Dakhla, port de pêche situé dans le sud du [Sahara occidental](#), destiné à devenir un « hub maritime régional » desservant l'Afrique et les Canaries grâce à un projet colossal de développement lancé par Rabat.

Le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, David Schenker – qui a commencé samedi une « visite historique » au Sahara occidental en atterrissant à Laâyoune, la capitale régionale – présidera l'événement, selon le compte Twitter de l'ambassade américaine au Maroc.

Reprise des relations avec Israël

Ce geste diplomatique fort s'inscrit dans le cadre de l'accord tripartite signé le 22 décembre par les Américains, les Israéliens et les Marocains, actant une reprise officielle des relations diplomatiques entre le Maroc et l'État hébreu, **avec une reconnaissance américaine de la souveraineté de Rabat sur le Sahara occidental**. Il intervient alors que les négociations politiques menées par l'ONU sur le statut de ce territoire, situé au nord de la Mauritanie, piétinent depuis des décennies. Le Maroc, qui contrôle environ les deux tiers de ce

territoire, veut une « autonomie sous contrôle ». Le Polisario, soutenu par l'Algérie voisine, milite pour l'indépendance et réclame un référendum d'autodétermination, prévu par l'ONU.

À LIRE Sahara : la contre-offensive des lobbies algériens à Washington

Alors que Donald Trump se prépare à quitter la Maison Blanche, ses équipes ont déployé au pas de charge les dispositions de l'accord qui a fait du Maroc le quatrième pays à normaliser ses relations avec Israël -après les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan-, tout en légitimant sa présence au Sahara occidental. La nouvelle carte du Maroc intégrant le Sahara occidental a été adoptée par Washington trois jours après l'annonce de l'accord. Le premier vol commercial entre Tel-Aviv et Rabat a été affrété dix jours plus tard, en présence du gendre et conseiller de Donald Trump, Jared Kushner.

« Statu quo ratés »

« En reconnaissant la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, le président Trump a rejeté les status quo ratés qui ne bénéficiaient à personne, et à la place, il a mis en route une solution durable et mutuellement acceptable », avait souligné Jared Kushner à l'époque. L'accord prévoit l'ouverture d'un « consulat » américain à Dakhla et inclut une enveloppe de trois milliards de

dollars (2,4 milliards d'euros), débloquée par la Banque américaine de développement (DFC) pour le « soutien financier et technique de projets d'investissements privés » au Maroc et en Afrique subsaharienne.

S'y ajoute un milliard de dollars (818 millions d'euros) pour l'entrepreneuriat féminin dans la région par l'intermédiaire de l'initiative « 2X Women Africa », financée par la DFC. Au-delà du volet financier, le royaume considère la validation américaine de « son Sahara » comme « une percée diplomatique historique ». Ces derniers mois, une vingtaine de pays -dont les Comores, le Liberia, le Burkina Faso, Bahreïn ou les Émirats- ont ouvert des représentations diplomatiques à Dakhla ou à Laâyoune (nord), ce que le Polisario considère comme contraire au droit international.

À LIRE [Maroc – Yehuda Lancry : « La communauté juive marocaine s'est engagée en faveur de la marocanité du Sahara »](#)

Le Polisario a rompu mi-novembre le cessez-le-feu signé en 1991 sous l'égide de l'ONU après que le Maroc a déployé ses troupes dans une zone démilitarisée à la frontière de la Mauritanie pour « sécuriser » la seule route vers l'Afrique de l'Ouest, régulièrement coupée par des indépendantistes.

